



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Les-services-publics>

Actualité

Les services publics

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2003 - N° 1028 - janvier 2003 -

Date de mise en ligne : samedi 25 novembre 2006

Date de parution : janvier 2003

Description :

JEAN-PIERRE MON présente quelques témoignages sur le sabotage des services publics et une pétition pour le développement de ces services et contre leur privatisation.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

À côté de ces intentions affichées, l'intoxication par le biais d'associations soit disant apolitiques, mais en réalité télécommandées par les milieux patronaux et financiers, continue à se développer tous azimut. Plus insidieusement encore, le sabotage des services publics est mis en oeuvre par leur propres directions. Un de nos lecteurs nous a communiqué un exemple particulièrement révélateur de ce qui se passe à la Poste. Un autre nous rappelle qu'il ne faut pas oublier les désagréments que subissaient les Français au temps où les compagnies d'électricité et de chemin de fer étaient privées.

Non au terrorisme

J.T. de Savigny sur Orge, las d'entendre les médias attaquer la fonction publique, nous écrit qu'il a apprécié dans les derniers numéros de la GR les articles le défendant. Il se réfère à son expérience : « Ayant connu avant la guerre les différents réseaux de chemin de fer incompatibles, les différentes compagnies d'électricité aux courants différents, je me trouve bien servi par la SNCF et l'EDF qui devraient conserver le monopole. Je déplore à l'avance ce qui va arriver à Air France et ce qui est déjà arrivé à une administration, les PTT, où j'ai effectué 43 ans de "bons et loyaux services", comme l'on dit, dans la branche téléphonie. Comme si les attaques officielles ne suffisaient pas, je viens de recevoir un courrier d'une association "Sauvegarde retraites" ». De ce papier absolument terroriste qu'il joint à sa lettre, citons : « Les retraités français sont assis sur une bombe à retardement. Presque toutes les caisses de retraite sont virtuellement en faillite. D'ici 4 ans, il sera difficile qu'elles continuent d'honorer leurs engagements... Il n'est tout de même pas normal d'avoir travaillé, cotisé et payé des taxes toute sa vie pour se faire rafler de nouveau le peu qui reste... Pire que tout, c'est sur ceux qui ont fait l'effort de mettre quelques économies de côté qu'on tape le plus fort. Comme s'il s'agissait de les punir pour ne pas avoir voulu être à la charge de leurs enfants ou de la société ! » Ceci pendant 4 pages, sur le même ton, est accompagné du texte de deux appels urgents rédigés à l'intention de Raffarin et Chirac. Pour finir, la "Déléguée générale" qui signe ces belles lignes demande qu'on lui envoie les deux appels... et « un don de 15 ou 30 euros, ou mieux 45 ou 75 euros pour organiser le combat ». Le culot de ces gens-là est sans limite !

Sabotage à la Poste

Nous sommes nombreux à constater que dans beaucoup de bureaux de Poste plusieurs guichets restent désespérément fermés alors que les queues s'allongent devant les autres. C'est la faute aux 35 heures, disent les responsables, en oubliant que la réduction du temps de travail était au contraire destinée à favoriser l'emploi de nouveaux personnels. Dans le même temps, on voit ces mêmes bureaux s'enrichir de guirlandes, de vitrines pleines de gadgets, d'annonces alléchantes en tout genre. Dernière nouveauté : vous avez droit à un cadeau si vous réglez vos services aux guichets avec la carte Monéo... Dans sa boîte postale, la Grande Relève a eu la surprise de trouver un paquet-cadeau contenant 2 boules en verre pour décorer un arbre de Noël ! Bref, la Poste prend ses clients pour des enfants ou des demeurés. Sans doute la conséquence du recrutement de contractuels sortis des grandes écoles de commerce... Outre les méthodes employées pour domestiquer le personnel (on se souvient de l'article intitulé "BRASMA, APCC, OQQ, PAB and Co" de la GR 1026, p.4), ce personnel d'élite s'exprime dans un véritable charabia.

En voici pour exemple le texte d'une circulaire reçue au journal :

Le Directeur

Paris, le 10 décembre 2002

Madame, Monsieur,

Je vous écris pour vous annoncer que nous venons d'obtenir la certification ISO 9001 version 2000 (version mettant l'accent notamment sur la mesure de l'efficacité du système) pour notre département Marketing et Développement des Ventes.

C'est la reconnaissance pour mes équipes d'un long travail qui nous a permis de remettre à plat notre façon de faire et de nous interroger sur la façon de mieux satisfaire nos clients.

Ce projet a aussi été l'occasion de formaliser nos missions, nos objectifs prioritaires et les moyens pour atteindre ces objectifs. Outre la mesure objective et permanente du fonctionnement et des résultats de nos processus, nous avons privilégié l'état d'esprit nécessaire pour bien servir nos clients externes : la communication et le partage ainsi qu'une attitude constructive et volontaire.

Aujourd'hui nous sommes entrés dans une démarche d'amélioration continue dont vous serez les premiers bénéficiaires. Car nous avons l'ambition d'être une entreprise reconnue par nos clients internes et choisie par nos clients externes.

Gilles Maindrault

Mais qui donc disait, il y a fort longtemps que « ce qui se conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément » ?

Outré de ce qu'il a vu l'été dernier, lors de ses vacances, un autre lecteur, Y. G., de Yourles, a adressé la lettre suivante au directeur général de la Poste :

Monsieur le Directeur Général,

Le chef de l'État vient de s'exprimer à Troyes sur la nécessité de « rompre avec la longue tradition de centralisation administrative » qui subsiste en France. Mais, dans le même discours (ce qui semble quelque peu en contradiction avec la déclaration précédente) il s'est montré déterminé à « respecter notre unité nationale » et à garantir « les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous » et une « solidarité nationale qui devra continuer de s'exercer entre les territoires à travers une péréquation financière entre collectivités ».

Cette dernière déclaration a le mérite de ne prêter à aucune ambiguïté. Or, je viens de faire une expérience qui m'a profondément choqué et qui corrobore la nécessité de lutter contre certaines déviations enregistrées ces derniers temps et qui font apparaître que certains citoyens, considérés sans doute comme appartenant à une France de très en bas, sont traités de façon plus inégale que les autres.

En séjour à Prats de Mollo, commune des Pyrénées Orientales située en cul de sac au fin fond du Vallespir, j'ai constaté dès mon arrivée que les levées du courrier n'avaient lieu que 3 fois par semaine. Les habitants de Prats de Mollo, parce que résidant au fond d'une vallée isolée, la vallée du Tech, située très en bas (n'est-elle pas la vallée la plus méridionale de France) sont ainsi traités par l'administration de la Poste, comme des sous-citoyens.

Autre aspect : à la recherche d'un numéro de téléphone dans le Rhône, je me suis rendu à la Poste de Prats de Mollo. À mes questions on m'a donné trois réponses :

- 1° - Il n'y a plus de cabine téléphonique dans le bureau de poste ;
- 2° - Il n'y a plus d'annuaires des différents départements, contrairement à ce qui existait il y a encore peu de temps ;
- 3° - On a supprimé également le minitel qui était à la disposition du public.

J'ai alors demandé s'il était encore possible de se procurer des timbres à la Poste ! ...

Depuis, j'ai appris que les conventions entre la Poste et les Télécom. ont été supprimées. Cette décision a été prise, semble-t-il, sans que le public en soit informé et le service supprimé à la Poste n'a pas été remplacé par un service similaire aux Télécom. C'est une preuve supplémentaire de la dégradation des services publics en France, services publics qui ont contribué à la grandeur de notre pays pendant une longue période de notre histoire contemporaine.

Encore une remarque : les bureaux de poste viennent de recevoir un document intitulé "Guide du service après vente grand public", qui est la négation même de la politique de décentralisation prônée par le gouvernement.

Il apparaît qu'à la Poste, comme dans d'autres administrations, on évolue en plein chaos et on se demande à quels Énarques de la France d'en haut, nos services publics sont confiés.

Veuillez accepter, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes sentiments distingués.

Y.G.

Y. G. a adressé copie de cette lettre au Premier ministre, à des députés et sénateurs, aux conseillers régionaux concernés, etc. Peut-être recevra-t-il quelques réponses qui, nous l'espérons, seront rédigées en " français courant".

Face au marché, le service public

Face à l'hypocrisie que constitue la dégradation programmée de la qualité des services publics afin de faire accepter plus facilement leur privatisation, nous devons tous participer activement à leur défense. Le collectif Face au marché, le service public a décidé de lancer une pétition contre les privatisations des services publics, notamment d'EDF-GDF. Ce collectif est composé de mouvements citoyens, d'organisations syndicales, d'associations de consommateurs. Il vise à s'enraciner au niveau local en travaillant avec toutes celles et ceux qui sont attachés au développement des services publics. C'est pourquoi nous vous demandons de vous associer aux diverses initiatives prises par le collectif Face au marché, le service public, dont nous reproduisons l'appel page suivante et de nous faire savoir si vous êtes d'accord pour faire figurer votre nom et votre adresse sur la pétition qui y est jointe.

La société doit s'exprimer

Comme l'indiquait l'appel de lancement du collectif, « le krach électrique en Californie, les hausses de prix et les mises de fonds publics nécessaires pour pallier l'incurie libérale, la faillite d'Enron, la situation des chemins de fer britanniques sont révélateurs des impasses du double mouvement de libéralisation et de privatisation des services publics. Plus près de nous les difficultés actuelles de France Télécom, le scandale des surfacturations imposées par tous les opérateurs de téléphonie portable en témoignent...

Partout ces politiques ont les mêmes conséquences : exclusion des populations non solvables, dégradation de la qualité du service, souffrance des salariés, précarisation et réduction de l'emploi. La logique du profit l'emporte sur la solidarité, et la démocratie recule. Car l'ouverture du capital, nouvelle étape dans la "normalisation" d'entreprises et d'institutions, représente bien davantage qu'une simple option économique : elle entend discréditer toute logique de solidarité et de partage - à la base du service public - et toute possibilité d'alternative au libéralisme ».

C'est la conscience de cet état de fait qui explique que, sondage après sondage, nos concitoyens plébiscitent les services publics. Pourtant, le gouvernement s'acharne à poursuivre les politiques de privatisation et de déréglementation menées depuis une quinzaine d'années.

Face à ces orientations, les salariés des services publics se mobilisent : le 3 octobre, les électriciens et gaziers ; le 17 octobre, les personnels de l'Éducation nationale ; le 5 novembre, ceux d'Air France ; le 26 novembre les cheminots, les salariés de La Poste et des Télécoms. À chacune de ces occasions, d'autres secteurs les ont rejoints pour marquer leur solidarité et indiquer que l'avenir des services publics ne concerne pas seulement les salariés qui y travaillent.

Mais il faut maintenant aller plus loin. Il faut que la société puisse exprimer clairement son rejet des politiques de privatisation et de déréglementation. C'est l'objectif de cette pétition qui doit être signée massivement.

Il s'agit ainsi de créer dans l'opinion publique une lame de fond afin que le gouvernement revienne sur des décisions prises sans débat démocratique et sans aucune consultation de la population. Bref, il s'agit de favoriser l'expression des citoyens sur un sujet, les services publics, qui les concernent directement dans leur vie quotidienne.

Pétition

POUR LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS REFUSONS LES PRIVATISATIONS !

Les services publics permettent à toutes et à tous d'avoir accès à des biens essentiels sur la base d'un traitement égalitaire de tous les usagers. Or, depuis plus d'une dizaine d'années, les différents gouvernements de l'Union européenne, notamment le gouvernement français, ont mis en oeuvre une politique de privatisation et de déréglementation des services publics. Ces orientations ont partout conduit à des échecs qui se sont traduits par une baisse de la qualité du service rendu, une augmentation des tarifs pour la grande masse de la population et à l'exclusion d'une partie de celle-ci, une réduction et une précarisation des emplois, un fiasco économique et social pour les entreprises privatisées comme le montre l'exemple récent de France Télécom.

Nous pensons que les services publics constituent un outil de l'action publique pour faire face aux enjeux économiques, sociaux, culturels et environnementaux auxquels est confronté notre pays. Nous pensons même qu'ils constituent une chance pour l'Europe.

C'est pourquoi nous nous opposons à tout nouveau projet, quelle qu'en soit la forme, de privatisation des entreprises publiques ou de déréglementation d'un service public, quel qu'il soit.

C'est pourquoi nous nous opposons à la privatisation d'EDF-GDF, fût-elle hypocritement appelée "ouverture du capital".

Nous demandons que l'avenir de ces entreprises fasse l'objet d'un réel débat démocratique, pour que la décision appartienne à l'ensemble des citoyens.

Nom..... prénom.....Profession.....Adresse